

[www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

## la lettre

## M

L'INFORMATION ÉCONOMIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

## L'ESSENTIEL

## Promoteurs : 2 000 logements pour les HLM

➤ Les négociations entre promoteurs et organismes sociaux, entamées dans le cadre du programme national d'acquisition de 30 000 logements pour relancer le bâtiment, sont tendues. En L.-R., la FPC (promoteurs) cherche à vendre 2 044 logements. *La Lettre M* s'est procurée la liste des programmes « plantés » (cf. [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)) - certains totalement, d'autres en partie vendus. « Nous voulons éviter à tout prix les stocks durs (bâties, ndlr) », explique Philippe Gadelle, président de la FPC. Alors que les promoteurs demandent environ 3 000 €/m<sup>2</sup>, les bailleurs proposent entre 1 500 € et 1 900 €/m<sup>2</sup>. Seules trois transactions sont conclues. Mais la SNI (Caisse des Dépôts) est sur le point d'acquiescer 488 logements (dont 260 en locatif social), essentiellement dans l'aire de Montpellier. **Apprendre à se connaître.** « *C'est Robin des Bois à l'envers, les pauvres paient pour les riches!*, s'exclame Denis Rey, directeur d'Uro Habitat. *Les fonds propres des bailleurs sociaux ne participeront pas au maintien des prix pratiqués dans la promotion. Les promoteurs doivent consentir une décote.* » Réponse de Philippe Gadelle : « *Nos prix sont TTC avec une TVA à 19,6 %, des frais de commercialisation, de publicité... ceux du logement social sont HT avec une TVA à 5,5 % et sans ces frais connexes* ». Michel Maindrault (DRE) tranche : « *Même en prenant en compte ces éléments, l'écart subsiste. 1 200 logements en L.-R. font vraiment l'objet de discussions. Si, sur ce volume, on arrive à faire aboutir 60 % (environ 700 transactions, ndlr), ça sera déjà bien.* » Philippe Gadelle se veut optimiste : « *On apprend à se connaître. Avant, nos deux mondes cohabitaient sans se parler. Nous avons besoin de temps pour concrétiser les choses.* »

+ sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

Hubert Vialatte

## POINTS CHAUDS

**Ugine : le démantèlement va enfin démarrer.** Le maire PS de Laudun, Patrice Prat, a obtenu « *des engagements fermes sur le démantèlement de l'usine* ». Les travaux dureront deux ans. La phase d'études concernant le port sur le Rhône « *est sur le point d'être lancée* ». **PAGE 4**

**Urbasolar équipe la plateforme courrier de La Poste.** Le spécialiste montpelliérain du photovoltaïque va équiper les 14 000 m<sup>2</sup> de toiture de la future plateforme. Il prévoit de passer de 20 à 40 M€ de CA en 2009. **PAGE 5**

**800 logements en projet Porte d'Espagne.** Jean-Paul Alduy annonce le lancement d'une opération immobilière sur la zone, portée par Urvat. La première tranche compterait 800 logements. Premières livraisons en 2011. **PAGE 6**

## AU SOMMAIRE

ENQUÊTE 2 - 3

Suppression  
de la TP :  
INQUIÉTUDES

## PARU SUR

[www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

- ✓ **Région :** Le Crédit Agricole satisfait de sa progression en L.-R.
- ✓ **Gard :** Le Bois de Min-teau « *vitrine d'excellence* » selon Alary
- ✓ **Montpellier :** 3 000 m<sup>2</sup> de bureaux HQE inaugurés
- ✓ **Perpignan :** L'institut méditerranéen des énergies renouvelables voit le jour
- ✓ **Région :** La Caisse des dépôts a accordé 510 M€ de prêts en 2008

Abonnés : recevez par mail la quotidienne de *La Lettre M*

## VOS RENDEZ-VOUS

IV<sup>e</sup> conférence  
de la CTP

La Communauté de travail des Pyrénées débat sur l'intermodalité, les transports, les territoires, ce **mardi 10 février** à 9h. Au Théâtre de Narbonne.

Développer son  
entreprise

Le Qualipôle L.-R. organise **jeudi 12 février** au parc Georges-Besse de Nîmes, à 9h, une matinée sur le thème « *Piloter votre entreprise pour développer sa croissance* ».

Soutien aux PME en  
temps de crise

Conférence organisée par l'Association des directeurs financiers et de contrôle de gestion (DFCG) **jeudi 12 février** Oséo, Arche Jacques-Coeur, Montpellier.

Retrouvez l'agenda complet dans le 2<sup>e</sup> cahier de *La Lettre M*

NICOLAS SARKOZY A ANNONCÉ LA SUPPRESSION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE EN 2010

# Suppression de la TP : les élus s'alarment, les entreprises espèrent

## « Verbatim

**CHRISTIAN BOURQUIN**, président du conseil général des P.-O. « *Qui payera l'équivalent de la TP ? Si ce sont les entreprises, la supprimer n'a aucun intérêt et sinon, une fois de plus on crée un gouffre financier... Nicolas Sarkozy chercherait-il à affaiblir les collectivités territoriales... dans la perspective de les liquider ?* »

**SERGE BRUNEL**, DGS de l'Agglomération de Narbonne « *Pour les communautés d'agglomération, la TP est la première source de financement. Il n'est pas imaginable qu'il n'y ait pas de compensation. La TP génère des financements d'investissement en faveur de l'économie et permet de partager les richesses. Cette mesure est inquiétante.* »

**BERNARD BALLESTER**, président de la CCI de Narbonne « *Concernant cette annonce, la Chambre est partagée. D'un côté la suppression de la TP enlève un impôt qui pénalise les investissements des entreprises et je m'en réjouis. De l'autre la CCI tire une partie de ses ressources de IATP, qui émane de la TP. Aujourd'hui, je suis en attente de savoir comment cet impôt va être remplacé.* »

**JEAN-PAUL GIRARDOT**, commercial chez Screg Sud Est « *Cet impôt taxe l'outil de travail, nous ramène à une concurrence déloyale. Il faudrait d'abord surtaxer les produits qui rentrent en France et qui ne respectent pas nos normes ni notre éthique de production.* »

*Le président de la République met gravement en danger les agglomérations* », s'alarme Georges Frêche. Au lendemain de l'annonce, par Nicolas Sarkozy, de la suppression de la taxe professionnelle (TP) dès 2010, les élus locaux du Languedoc-Roussillon sont entre la réprobation et l'incrédulité. « *Sans TP, je mets la clé sous la porte* », reconnaît le sénateur-maire UMP Raymond Couderc. C'est peu dire : la TP a rapporté 28,6 M€ à son agglomération en 2008, pour un total de recettes de 46,7 M€. De leur côté, les chefs d'entreprise oscillent entre l'enthousiasme et le scepticisme. « *Pertinente* » pour le président du groupe Altrad, à Montpellier, la suppression de la TP ravit également Jean-Luc Rumeau (groupe Larosa), qui craint cependant qu'elle ne soit remplacée par un autre impôt sur les entreprises.

**Georges Frêche**, président de l'Agglo de Montpellier

« **Un coup de poignard dans le dos** »



« Je ne suis pas contre une éventuelle suppression de la taxe professionnelle. Ce n'est pas nouveau. François Mitterrand avait déjà dit la même chose il y a 20 ans. Mais il faudrait plusieurs conditions que le président n'a pas abordées. Si on supprime la taxe professionnelle, il a donné une piste, la taxe carbone. Mais qui va la payer, comment, sur quels critères ? La taxe professionnelle rapporte 112,2 M€ à l'Agglomération de Montpellier. C'est-à-dire 32 % des recettes de fonctionnement du budget principal. La suppression de la taxe professionnelle, sans remplacement, serait pour nous un coup de poignard dans le dos. On serait obligé de supprimer l'aide aux départements, l'aide aux communes. Depuis 20 ans, on fait des zones d'activités qui nous rapportent de la taxe professionnelle. Si demain on supprime la taxe professionnelle, toute cette politique de zones d'activités s'effondre, est effacée d'un revers de main. Tout ça est très grave. » + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

**André Vezinhet**, président (PS) du conseil général de l'Hérault  
« **Dramatique si elle est remplacée par une subvention** »



« La rentrée financière pour le département de l'Hérault sous la forme de la taxe professionnelle est de 124 M€ par an. Si une rentrée dynamique doit être remplacée par une subvention, nous savons ce que ça veut dire. Nous l'avons vu avec la taxe de la vignette automobile. Le jour où Laurent Fabius l'a supprimée, il nous a privés d'une rentrée dynamique qui avait ici plus de force qu'ailleurs, en raison du dynamisme démographique du département. La compensation

qu'on nous a donnée réduit chaque année en importance relative : elle est restée au taquet de ce qu'elle était le jour où elle nous a été accordée, et depuis nous perdons. L'annonce de la suppression de la taxe professionnelle, si elle peut s'apprécier sur le plan du signal envoyé aux forces économiques, est dramatique dès lors qu'elle n'est pas assortie d'une autre démarche d'ordre dynamique. » + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

**Raymond Couderc**, président (UMP) de Béziers Méditerranée

« **Comment compenser ?** »



« Déjà dans le passé on avait donné des dates... mais chaque fois que nous sommes entrés dans le dur du projet, on s'est posé la question : comment compenser ? Moi, à Béziers Méditerranée, sans TP, je mets la clé sous la porte ! L'idée est intéressante mais il faut savoir comment on la met en œuvre. Je ne veux pas des ressources transférées par l'État, via une dotation qui n'évolue pas comme peuvent évoluer les taxes. Une dotation serait une perte d'autonomie pour les collectivités qui n'auraient plus la possibilité de décider de leur ressource. »

+ sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

## Plan de relance : 90 M€ débloqués pour le Languedoc-Roussillon

- Routes nationales et autoroutes : 8 M€ pour des opérations d'entretien du réseau routier national (RN106, A750, RN116, A75, RN88) ; 25 M€ pour l'achèvement de l'A750 dans l'Hérault (RD32- Mas d'Alhen) ;
- Réseau ferroviaire : 4,5 M€ pour les études préalables au contrat de partenariat pour le contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier ; 0,89 M€ pour les travaux de modernisation de la ligne Alès-Langogne.
- Infrastructures fluviales et portuaires : 5,58 M€ pour des opérations de sécurité relatives au confortement de digues, interventions sur le canal du Rhône à Sète au niveau de la ligne droite de Carnon (34), automatisation et mécanisation d'ouvrages de navigation.
- 10,7 M€ pour l'enseignement supérieur et la recherche.
- 7,28 M€ pour l'amélioration de l'immobilier de la Défense.
- La Poste va investir 2,3 M€ dans l'installation d'une centrale photovoltaïque de 14 000 m<sup>2</sup> sur la future plateforme industrielle courrier de Mauguio (34) (cf. p. 5)
- 1,8 M€ pour l'amélioration du patrimoine du ministère de la Justice.

Retrouvez sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr) le détail du plan de relance de l'État en L.-R. et tous les projets d'investissements des collectivités du Languedoc-Roussillon.



## Trois questions à Pascal Heymes, spécialiste des finances des collectivités locales, consultant

### Comment est calculée aujourd'hui la TP ?

Aujourd'hui, essentiellement sur le prix de revient des immobilisations nécessaires à l'activité de l'entreprise, le bâtiment ou l'outillage, en entrée de bilan. La masse salariale n'entre plus en compte depuis 2003.

### Par quoi peut-on remplacer la TP ?

Si c'est par une compensation, l'Histoire montre que, sans exception, celles-ci sont rognées et se réduisent comme une peau de chagrin. Alors que les besoins d'équipements et de services des collectivités ne baissent pas. La deuxième hypothèse, c'est celle d'un impôt nouveau. Mais par qui sera-t-il payé ? Par les ménages, par les entreprises, et selon quel calcul ? À mon sens, il est normal que les entreprises paient un impôt local, en rapport avec les équipements qu'elles utilisent, et dont bénéficient leurs salariés.

### Quelle serait la bonne solution ?

La commission Fouquet a réalisé un énorme travail il y a quelques années. Elle proposait de substituer à l'assiette actuelle, trop pénalisante pour les usines, une nouvelle assiette basée sur la valeur ajoutée, qui toucherait davantage les sociétés de services. Mais cette réforme n'a pas abouti. C'était pourtant la solution la moins mauvaise.

## Pierre Bouldoire, président (PS) de Thau Agglomération

### « Sarkozy fait le riche avec l'argent des autres »



« Ce n'est que la moitié d'une annonce : on supprime une recette, mais comment la compense-t-on ? Le chef de l'État fait le riche avec l'argent des autres, en annonçant des choses qui font plaisir aux chefs

d'entreprise, qui ne lui coûtent rien mais qui risquent de coûter cher aux collectivités territoriales. Il faudra bien compenser la suppression de la TP, qui nous permet de financer le logement social, les transports en commun, les actions en matière de développement économique. Ne pas le faire serait gravissime : comment ferait-on pour continuer à payer les services que l'on rend aux citoyens si on n'a plus de ressources ? » + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

## Mohed Altrad, président du groupe Altrad\* 2,23 M€ de TP versés aux collectivités en 2008 par les 19 sites actifs d'Altrad en France.



« C'est une annonce justifiée, car cette taxe est unique en Europe. Elle est purement franco-française. La mesure est pertinente car la TP alourdit la fiscalité et favorise les délocalisations. La TP est une charge, et

pour préserver nos marges on doit l'affecter aux coûts des produits. Sa suppression va nous permettre d'alléger le prix de revient des produits. Elle peut nous amener à reconsidérer certains produits qui sont sur la liste des délocalisations : on ne délocalise pas tant que le prix de vente n'est pas inférieur au prix de revient. Cette mesure ne va pas nous faire gagner de l'argent, mais des marchés. Dans une compétition internationale, c'est décisif. » + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

\*bétonnières, échafaudages, produits pour collectivités, CA 2008 : 444 M€, 3 200 salariés, Florensac, Hérault.

## Pierre Brunel, président du Medef Languedoc-Roussillon

### « Un effet pervers sur l'investissement »

« J'étais à l'assemblée générale du Medef le 5 février quand Laurence Parisot a souhaité, la veille de l'interview du président de la République, la disparition de la taxe professionnelle. La TP a un effet pervers, puisqu'elle pèse d'abord sur l'emploi, puis sur l'investissement. Sa mort était annoncée avec l'exonération sur les nouveaux investissements mis en place en octobre 2008. Je peux vous dire que ma force de vente, qui vend des camions\*, autrement dit de l'investissement, met déjà en avant cette exo-

nération, car la TP représente un coût non négligeable, d'environ 8 % de la valeur d'un matériel. Tout le monde applaudit sa disparition, mais il ne faudrait pas qu'une taxe locale la remplace. »

\*Aymond-Brunel Véhicules Industriels.

## Jean-Louis Bouscaren, président régional de la CGPME

### « Une très bonne surprise »



« La CGPME le demandait depuis longtemps, en dénonçant l'iniquité de la taxe professionnelle, qui a toujours été très mal perçue par les entreprises. À une époque encore récente, elle était basée

sur les salaires et les immobilisations. Ce qui revenait à dire : plus je crée de l'emploi, plus je suis taxé. Comme la taxe professionnelle n'existe qu'en France, elle favorise les délocalisations. Je me demande toutefois si le président de la République parle d'une suppression totale de la taxe, ou seulement de la part de l'État. Il faudra bien des ressources pour les collectivités locales... » + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

## Jean-Luc Rumeau, PDG du groupe Larosa\*

### « Un impact considérable »

« L'impact de la TP est considérable pour mon groupe : elle représente un montant de 2 M€ par an. C'est donc une vraie mesure, mais je ne vois pas très bien par quoi la taxe professionnelle va être remplacée. Je crains qu'elle ne soit compensée par une nouvelle taxe sur les entreprises. Le taux de TP joue fortement dans la décision d'une entreprise de s'implanter ou non sur un territoire. Dans mon cas, j'ai évité de m'implanter dans des endroits où la TP était trop élevée. » + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

\*armatures métalliques, CA 2008 : 30 M€, 140 salariés, Sète, Hérault.

## Didier Charpentier, président d'Itesoft\*

### « Un emplâtre sur une jambe de bois »



« La TP est un impôt qui pénalise l'investissement et l'embauche, mais s'il est supprimé, il sera remplacé par un autre impôt. Je suis donc extrêmement sceptique vis-à-vis de cette annonce. Même

si la TP est un impôt pénalisant, nous ne nous posons pas la question de son taux quand nous décidons d'investir. Avant d'embaucher quelqu'un, je ne me suis jamais demandé si cela allait faire augmenter ma TP. Pour moi, sa suppression, c'est un emplâtre de plus sur une jambe de bois. »

\*éditeur de logiciels, CA 2008 19,41 M€, 160 personnes, Aimargues (30).

## « Verbatim

### JEAN-PIERRE LIGNEY, directeur de Comurhex Malvés (Narbonne)

« Pour l'heure, nous n'avons pas anticipé les conséquences d'une telle mesure, nous n'avons pas assez de recul. Nos choix d'investissements ne se sont heureusement pas tenus à cela. Toutefois, cette mesure pourrait permettre aux entreprises d'avoir un avantage concurrentiel ».

### JEAN-LOUIS BOUSCAREN, CGPME

« Sur la règle des trois tiers\* appliquée au partage des résultats, le raisonnement est délirant. Je ne suis pas du tout hostile à la participation des salariés aux bénéfices, je le pratique dans mon entreprise, mais que se passe-t-il lorsqu'il y a des pertes ? C'est le patron seul qui supportera le risque. »

\*un tiers des bénéfices aux actionnaires, un tiers aux salariés, et un tiers aux investissements.

### JEAN-LUC RUMEAU, Larosa (Sète)

« Techniquement, partager les bénéfices d'une entreprise en trois tiers égaux comme le propose Nicolas Sarkozy serait une énorme erreur. Tout dépend des entreprises. Dans le secteur de la location, dans lequel j'ai exercé, les besoins en investissements sont considérables. Il faut donc beaucoup de fonds propres, et on distribue très peu de bénéfices. »

### GILBERT GANIVENO, PDG de Proméo (Sète)

« Très peu d'entreprises sont capables de restituer 66 % de leurs bénéfices. Proméo en redistribue entre 10 et 15 %, le reste sert à conforter les fonds propres de l'entreprise. Je ne suis pas sûr que les employés soient d'accord pour rendre une partie de leur salaire en cas de pertes. »

**Les industriels gardois ont ressenti les premiers effets de la crise au 4<sup>e</sup> trimestre 2008, selon une étude de la CCI de Nîmes, publiée ce jeudi 12. La tendance reste orientée à la baisse début 2009.**

**TEXTOS > Bonny** : Le tribunal de commerce de Nîmes prononce la liquidation judiciaire de l'usine de conditionnement de volailles à Saint-Jean-du-Pin. 56 personnes vont être licenciées. **> Pont du Gard** : l'EPCC met en place une « Carte jeunes du Pont du Gard » avec trois communes riveraines. Objectif : étendre cette carte à l'ensemble des communes du département, et aux départements limitrophes. **> Iteso** (éditeur de logiciels) affiche un CA de 19,4 M€, en hausse de 11,6 %, sur l'exercice 2008. Basée à Aimargues, l'entreprise emploie 160 personnes.

#### POINT CHAUD



## Ugine totalement démantelée dans deux ans

La réhabilitation du site d'Ugine (groupe ArcelorMittal) de Laudun-l'Ardoise est enfin sur les rails. Le maire PS de Laudun, Patrice Prat, dit avoir obtenu « *des engagements fermes sur le démantèlement de l'usine* » de la part du directeur d'ArcelorMittal France, Jean-Paul Rouffiac, qu'il a rencontré fin janvier. « *Il devrait y en avoir pour deux ans* », estime l'élu. Selon Christian Pinède, chef de groupe Gard-Lozère à la Dire, « *les terrains ont été dépollués. Il reste une station de pompage de la nappe phréatique adjacente qui mesure la teneur en métaux lourds* ». La Dire va également sanctuariser le crasier, en le fermant « *par une membrane géotextile imperméable, une couche d'argile et de la terre végétale* », poursuit Christian Pinède. Banni de tout projet d'aménagement public, l'espace pourrait accueillir des éoliennes ou une centrale solaire dès la fin de son coffrage, fin 2009. Parallèlement, la phase d'études concernant le port sur le Rhône « *est sur le point d'être lancée* », confirme Patrice Prat. ■

## Industrie Le pôle mécanique d'Alès veut agrandir sa piste

Le pôle mécanique d'Alès souhaite agrandir sa piste de vitesse de 1,6 km, pour la porter à 4,1 km. La piste de kart serait déplacée pour permettre cet agrandissement, et dotée d'un bâtiment neuf. « *Nous avons refusé une centaine de réservations pour 2009* », regrette Laurent Corric, le directeur du pôle, qui vient d'attribuer les deux derniers ateliers à des équipes de compétition automobile. « *Cet agrandissement nous permettrait à la fois de répondre à la demande, et de monter en gamme en nous mettant au standard des grands circuits européens* ». L'Agglo d'Alès espère obtenir un cofinancement du projet, chiffré à 10 M€, par l'État, dans le cadre du plan de relance. **+ sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)**

## Commerce Bazarland programme 3 ouvertures au 1<sup>er</sup> semestre

L'enseigne Bazarland (Saint-Christol-lez-Alès) prévoit d'ouvrir trois nouveaux magasins en mars-avril : à Ille-sur-Tet (66), Sisteron (04) et Laon (02). Bazarland, qui compte 35 franchisés en France, pour un CA sous enseigne de 34 M€ en 2008, a ouvert deux nouveaux points de vente en 2008, à Montaigny et Chantonay (85), mais en a fermé trois, à Metz (57), Lannion (22) et Pollestres (66). « *Nous n'avons pas de mal à trouver des adhérents, mais les magasins sont de plus en plus longs à sortir* », déplore le DG, Bernard Lévy. **+ sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)**

## Agroalimentaire Senfas profite de l'engouement pour le bio

Lancée en 1990, la société Senfas\*, installée à Saint-Privat-des-Vieux, profite de la ruée vers le bio : « *Même cette année, on nous annonçait une catastrophe économique, confie Aline Combes, commerciale de la société. En fait, on ne l'a pas ressentie. Notre CA est en progression de plus de 30 % chaque année* », grâce à « *du négoce de matières premières bio* » et à la fabrication de produits propres à la société, comme des plats cuisinés. Le chiffre d'affaires de 7 M€ est intégralement réalisé via les magasins spécialisés, mais aussi à l'étranger, principalement en Espagne, Italie et Belgique. L'entreprise emploie 25 personnes. **+ sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)**

\* société européenne de négoce et de fabrication d'alimentation saine.

## Santé Travaux dans six maisons de retraite de Lozère

Une nouvelle autorisation de programme a été ouverte par le conseil général de la Lozère pour le programme de modernisation des maisons de retraite du département : elle se monte à 2,82 M€, ventilée sur quatre ans. Cette année 520 000 € sont affectés aux travaux prévus dans six établissements : le logement-foyer Nostr'oustau à Grandrieu (aide de 296 000 €), la Villa Saint-Jean à Chirac (100 000 €), l'Ehpad de Fournels (84 000 €) et pour de plus petites sommes, l'hôpital local de Florac et les maisons de retraite Jean-Baptiste Ray à Marvejols et l'établissement de Luc. Depuis 2005, 16 structures sur 27 ont été aidées par le Département dans leurs travaux de réhabilitation avec une enveloppe de 11 M€.

## Santé L'hôpital de Bagnols engagera 40 M€ pour sa modernisation

Le centre hospitalier Louis-Pasteur de Bagnols-sur-Cèze lance un marché pour la 1<sup>ère</sup> phase de la 2<sup>e</sup> tranche de sa modernisation immobilière. Anne-Marie Hodot, directrice adjointe en charge des services économiques et techniques, précise qu'il s'agit notamment de construire, sur le côté de l'unité existante, un bâtiment de 6 850 m<sup>2</sup> pour le pôle femme-mère-enfant et d'installer un hélicoptère. Les travaux de modernisation dureront quatre ans (deux pour le pôle mère-enfant). « *La totalité de l'opération coûtera environ 40 millions d'euros*. » Une demande d'aide financière a été déposée dans le cadre du programme gouvernemental de soutien à l'investissement Hôpital 2012. **+ sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)**

\* L'effectif de l'hôpital (700 agents) restera constant.

**Auchan Pérois** projette la création d'un village commercial d'environ 25 000 m<sup>2</sup> à l'horizon 2012, selon LSA. Une dizaine d'enseignes sont prévues sur la partie latérale du site actuel.

## Transports **Artmat et TAM en redressement judiciaire**

➤ La Sarl montpelliéraine de transports routiers Transport et Affrètement du Midi (9 M€ de CA en 2007, un établissement à Vendargues), dirigée par Pierre Lacroix, est mise en redressement judiciaire par le tribunal de Commerce de Montpellier le 26 janvier 2009. Idem pour Artmat, société d'affrètement et d'organisation de transports (CA de 7,3 M€ en 2007) qui est également gérée par Pierre Lacroix. Ce dernier n'a pas souhaité répondre à nos questions la semaine dernière. Selon une source interne, le groupe Artmat emploierait une centaine de salariés (dont 78 chauffeurs). Il est spécialisé dans le secteur du BTP.

L'administrateur est M<sup>e</sup> Olivier Fabre et le mandataire judiciaire M<sup>e</sup> Vincent Aussel.

## Stratégie **Hexis se lance dans les constructions modulaires**

Hexis\* se diversifie avec la création, en décembre, de Hexis Constructions Modulaires (Hexis CM), spécialisée dans la conception, la vente et l'installation d'unités modulaires. Cette société gérée par Michel Maury (ex-Algeco) rachète le fonds de commerce de Spazéo Sud-Est (de Toulouse et Nice). Hexis CM est déjà active en L.-R., avec l'installation d'une centaine de modules sur le chantier pierresvives du conseil général. Objectif de CA pour 2009 : 2 M€ (8 salariés). Hexis CM installe ses bureaux et ses ateliers à Gigean, sur un terrain de 5 000 m<sup>2</sup> situé dans la zone de l'Embosque. + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

\* Fabricant d'adhésifs pour la découpe assistée par ordinateur, imagerie numérique et films de protection, Frontignan. CA de 36,8 M€ en 2008. 92 salariés. Pdg: Michel Mateu.

## Tertiaire **Val Promotion construit 3 100 m<sup>2</sup> à Béziers**

Val Promotion (Servian) dépose une demande de permis pour la construction du Millenium, immeuble de bureaux et de commerces (R+3) de 3 100 m<sup>2</sup> à Béziers, sur la Zac de la Courondelle. Architecte: Didier Huc (Roujan). Livraison dans le courant du deuxième semestre 2010. Investissement: 5,5 M€. La moitié du programme est déjà réservée par BEI (bureau d'études VRD et infrastructures, 20 salariés), actuellement basé à Servian. Sur la même parcelle (4 500 m<sup>2</sup>) sera construite une clinique vétérinaire.

## Aménagement **La route du Petit Travers à sens unique cet été**

3,36 M€ vont être investis au printemps dans le réaménagement de la route littorale du Petit Travers, reliant Carnon et La Grande-Motte\*. Sont programmés la création d'une aire de stationnement et gratuite de 517 places à Carnon, la mise à un seul sens de circulation de l'actuelle route du petit Travers (dans le sens Carnon/La Grande-Motte), la suppression des places de stationnement côté sud (côté mer) et l'aménagement de la voie supprimée en piste cyclable avec 50 parcs à vélos (six places chacun). La route restera à 2x2 voies entre le Grand Travers et La Grande-Motte. Autre nouveauté: les camions et campings cars seront interdits.

+ sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

\* Financeurs: Département. Région. État. Feder. commune de Mauquiu.

## Commerce **Pacific Pêche veut développer ses propres marques**

➤ Le leader français de la vente d'articles de pêche, Pacific Pêche (Saint-Gély-du-Fesc) vient de modifier son entité juridique afin de développer ses propres marques. « Désormais, nous allons pouvoir vendre nos propres produits chez nos concurrents et dans les six pays d'Europe où nous avons des distributeurs », explique Claudine Starck, responsable de la communication. Pacific Pêche a fait construire dans ce but une plateforme logistique de 4 600 m<sup>2</sup> dans le Loiret. Pacific Pêche emploie entre 155 et 180 personnes selon la saison, dont 40 en L.-R. Depuis sa création en 1990, son CA (22,6 M€ en 2008) est en constante progression. Objectif 2009 : entre 5 et 10 %. + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

## TEXTOS > La Ville de Montpellier

supprime le plafond légal de densité (PLD) pour les projets immobiliers. Cette mesure permettra de densifier le centre-ville et d'éviter l'étalement urbain. Le PLD a été créé à Montpellier en 1975.

> Le 5, **Thau Agglomération** vote le lancement des pré-études pour la construction d'un hôtel d'agglomération. Plusieurs sites vont être étudiés courant 2009. Les 240 agents de Thau Agglomération sont actuellement basés à Balaruc-les-Bains. > **Le groupe lyonnais Lagrange promotion** a repris auprès du tribunal de commerce l'exploitation de la résidence de tourisme quatre étoiles Île Saint-Martin - Marina Resort au Cap d'Agde.

## POINT CHAUD



## Urbasolar équipe la plateforme courrier (PIC) de La Poste

Le plan de relance vient de donner le feu vert à la couverture photovoltaïque de la plateforme industrielle courrier (PIC) Languedoc, en construction sur la zone de fret de l'aéroport Montpellier Méditerranée. Le montage du dossier est original: Solar Participations, fonds de 130 M€ monté par le Crédit Agricole et Urbasolar, spécialiste montpelliérain du photovoltaïque intégré au bâti, crée un joint-venture avec Postimmo (filiale immobilière de La Poste) pour réaliser l'étanchéité photovoltaïque de 14 000 m<sup>2</sup> de toiture de la plateforme, (28 000 m<sup>2</sup>).

Le chantier sera terminé en juillet et la PIC mise en service en novembre. Par ailleurs, la filiale d'Urbasolar pour le marché résidentiel et professionnel, Solea (2 M€ de CA en 2008), qui intervient dans l'Hérault et le Gard, va faire des petits. La holding Solea Développement va créer de nouvelles sociétés, dont l'une dans le sud du Languedoc-Roussillon, à Narbonne ou Perpignan. Urbasolar prévoit de doubler son CA, de 20 M€ en 2008, cette année. L'effectif de 40 personnes pourrait passer à une cinquantaine fin 2009. ■ + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

Dans le cadre du regroupement du **Trésor Public** et des services fiscaux, les premiers guichets fiscaux uniques seront créés à Céret et à Prades en 2009 (20 trésoreries concernées), puis Perpignan en 2010.

**TEXTOS** > **Conflent Peintures** : La Sarl pradéenne (23 salariés et 1,5 M€ de CA en 2007) a été placée en redressement judiciaire. Gérant : José Portillo. Offres de reprises jusqu'au 26 avril. > **Carit-Stock** : L'association perpignanaise Carit-Stock, qui récupérait et revendait vêtements et petits meubles aux plus démunis, est en liquidation judiciaire. 25 personnes seront licenciées (5 permanents et 20 contrats d'insertion). > **La CC du Pays de Couiza** (24 communes) a réalisé un pôle artisanal et commercial HQE de 1,3 ha à Luc-sur-Aude. Le projet accueille une boulangerie « Fournil Bio » qui emploie 10 salariés (0,5 M€ investis).

### POINT CHAUD



## 800 logements en projet Porte d'Espagne

Perpignan Méditerranée a sélectionné Urbat pour aménager la 1<sup>re</sup> tranche du quartier Porte d'Espagne, sur une surface de 11 ha. 800 logements sont annoncés. « Le permis d'aménager pourrait être accordé en 2009, estime Dominique Zitoli, directeur adjoint du service urbanisme de la Ville de Perpignan. Les travaux d'aménagement suivront. La livraison des premiers logements pourrait intervenir en 2011-2012 ». Le projet d'aménagement global du quartier longe la ligne à haute tension. « Il est prévu avec l'opérateur d'enfouir cette ligne au terme de l'urbanisation totale », précise le président de l'Agglomération, Jean-Paul Alduy. Le maître d'œuvre de cette opération immobilière est Atelier 9, spécialisé dans le développement durable. Jean-Paul Alduy a lancé le 2 février les travaux de la nouvelle voie de contournement du quartier Porte d'Espagne. Montant des travaux : 3 M€. ■

## Budget Perpignan vise 42 M€ d'investissements

La Ville de Perpignan prévoit d'augmenter ses investissements de 7 % en 2009, pour les porter à 42 M€, annonce Jean-Marc Pujol, adjoint aux finances, lors du vote du DOB, le 5 février. « Nous adoptons deux lignes de conduite pour répondre aux ménages et aux entreprises locales, affirme le sénateur-maire Jean-Paul Alduy : Nous bloquons les taux de la fiscalité pour la 8<sup>e</sup> année et maintenons nos investissements à un haut niveau ». Les recettes proviendront de l'Anru (13 M€), du FCTVA (16 M€), de l'emprunt (12,8 M€) et de ventes foncières (3 M€). La dotation de l'État d'environ 28 M€ devrait augmenter de 1,3 M€, pour atteindre 28 M€. « Le stock de dette pèse, mais il est maîtrisé grâce au recours à l'emprunt » estime Jean-Paul Alduy. Il s'élève à 237 M€, soit 1 508 € par habitant. + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

## Industrie Comurhex Malvés et la CCI mobilisent les acteurs locaux

« Nous allons lancer une base de données accessible sur notre site internet afin que les entreprises du Narbonnais puissent faire valoir leurs compétences », déclare Bernard Ballester, président de la CCI de Narbonne, lors d'une rencontre au cours de laquelle la Comurhex a présenté, à 40 entreprises, son projet Comurhex II portant sa capacité de 15 000 tonnes à 21 000 t d'uranium UF4 (240 M€). « Nous sommes dans la phase de réalisation. Les appels d'offres vont être lancés ainsi que l'enquête publique. Les travaux pourraient débuter au second semestre 2009 », explique Joël Deplaix, chef de projet. « La fin des consultations se fera d'ici 2010, souligne Laurent Azema, le responsable des achats, d'où le besoin de recenser assez tôt les compétences des entreprises ». + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

## Viticulture La nouvelle cave du GICB espérée en 2011

Le Groupement Interproducteurs Collioure Banyuls (GICB) porte depuis quelques années un projet d'implantation d'une cave moderne (35 000 hl) au Mas Ventous, qui regrouperait les cinq caves assurant la production. Alors que le projet (12 M€) aurait dû être lancé en 2008, il n'a toujours pas débuté. Mais le président Jean-Michel Solé se veut optimiste. « Nous représentons 80 % du cru Banyuls avec 750 coopérateurs et employons 400 salariés, souligne-t-il. J'espère que les travaux débiteront en 2010 pour une vinification en 2011. À la clé, 50 emplois nouveaux ». + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

## Tourisme Olea ouvre une résidence au château de Jouarres

Olea (Aix-en-Provence), ouvrira les portes d'une nouvelle résidence de tourisme le 1<sup>er</sup> avril dans le château de Jouarres à Azille, dans le Minervois. Le château a été rénové pour accueillir les parties communes (restaurant, spa, piscine, accueil...) et deux bâtiments ont été construits dans le parc pour l'hébergement : 104 appartements, du studio au quatre pièces en duplex (28 à 80 m<sup>2</sup>) pour une surface totale de 4 800 m<sup>2</sup>. Investissement : 12 M€. Le gros œuvre a été confié à la société aixoise River Run. Six à huit personnes seront embauchées pour l'ouverture. L'effectif sera porté à douze personnes pour la haute saison, selon Germain Dheilly, PDG d'Olea. + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

## CATALUNYA Planas France se lance dans le photovoltaïque

Spécialisée dans la réalisation de chantiers industriels et architectoniques en béton, Planas France, filiale de l'Espagnol Planas Préfabricat (structure béton, Gérone, 150 personnes), ouvre sa première agence à Montpellier et se diversifie dans le photovoltaïque. Francesc Planas, PDG, et Jean-Luc Villeméjeanne, responsable de l'agence de Montpellier, ont assisté, le 9 février, à l'assemblée générale du club d'entreprises ENR66 afin de mieux percevoir le marché français dans ce domaine. Doté d'un important bureau d'études, le groupe mise sur la R & D. Il lance un nouveau panneau-béton pour les blocs sanitaires, doté des connexions électriques, plomberie, évacuation et aération, sur le marché français. Planas France sera présent au salon Construmat 09 qui se tiendra sur le site Gran Via de Barcelone, du 20 au 25 avril. + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

**Daniel Grunig, Arcelor Méditerranée**

Daniel Grunig, ex-responsable d'un site industriel du groupe Arcelor Mittal au Canada, devient directeur du site lozérien de production d'aciers électriques (230 emplois avec les sous-traitants permanents). Il succède à Philippe Valette, qui prend la direction d'une usine du groupe à Bilbao, en Espagne, employant 900 personnes. Daniel Grunig continuera à porter le projet de doublement de la capacité de production, révélé par *La Lettre M* en 2007 et validé en juillet 2008 par le groupe. Nécessitant un investissement de 75 M€, ce projet est aujourd'hui gelé « en raison de la crise épouvantable vécue dans le monde », affirme Philippe Valette, malgré tout « convaincu qu'il se fera ». Saint-Chély est « quasiment la seule usine du groupe à conserver intact son carnet de commandes, car son créneau, la production d'aciers électriques, reste très porteur. Nous avons tourné à plein au 4<sup>e</sup> trimestre et l'outil de production reste saturé au premier trimestre 2009. »

**Jean-Pierre Caillois, Ville et Agglo de Nîmes**

Directeur général des services de la Ville d'Aix-en-Provence depuis 2001, Jean-Pierre Caillois, 58 ans, remplacera en avril Marc Pons de Vincent, 44 ans, au poste de DGS de la Ville et de l'Agglomération de Nîmes. Ce dernier devient DGS de la collectivité territoriale de Corse, présidée par l'UMP Camille de Rocca Serra. **+ sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)**

**Christophe Galle, conseil général du Gard**

Il remplacera le 9 mars Guy Cancel au poste de directeur de cabinet de Damien Alary, président du conseil général du Gard. Âgé de 38 ans, il était depuis 2003 directeur adjoint, en charge des dossiers aménagement du territoire, développement économique, environnement, transports et déplacements. **+ sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)**

**Christine Pujol, UMIH**

Pour l'hôtelière audoise, présidente nationale de l'UMIH, nouvellement élue au conseil national exécutif national du Medef, le projet du secrétaire d'État au tourisme Hervé Novelli, qui veut créer une catégorie '5 étoiles' au profit des palaces, n'est « pas

nouveau. Il s'agit de tirer l'hôtellerie vers le haut mais aussi d'harmoniser les classements hôteliers au niveau européen et international ». 12 établissements seraient concernés en région.

**Pascale Oriol, fédération régionale des caves coopératives**

La création de la fédération régionale des caves coopératives sera finalisée courant mars. « On est dans la dernière ligne droite » confirme Boris Calmette, qui en sera le président. La directrice est désormais connue, il s'agit de Pascale Oriol, actuelle directrice de la fédération audoise.

**Ghislaine Gibello, CNRS**

Elle succède à Bernard Jollans au poste de déléguée régionale du CNRS. Ghislaine Gibello était depuis 2002 administratrice régionale de l'Inserm (institut national pour la santé et la recherche médicale). Ingénieur en électronique, elle a exercé des responsabilités au sein de la Direction des constructions navales, à Toulon et Cherbourg. Elle a également porté des programmes massifs comme celui des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et du porte-avions Charles de Gaulle.

## MISE À JOUR

**Irrifrance attaque la Chine****Rappel des faits**

*La Lettre M* 1031 du 31 octobre 2007 souligne le regain de forme d'Irrifrance Industries (matériel d'irrigation pour les agriculteurs, Paulhan). « Après un plan de sauvegarde qui a touché 50 des 126 salariés en 2006, le CA 2007 s'élève à 15,6 M€ (exercice clos fin août), contre 11,3 M€ en 2006. Le niveau de 2005 (19 M€) n'est pas encore retrouvé. »

**Aujourd'hui**

Irrifrance Industries dégage en 2008 un CA de 20 M€. « Le résultat est toujours négatif mais notre redressement se confirme », se félicite Jean-Pierre Boutonnier-Bousquet, directeur. La progression du CA s'explique par la croissance de la part de l'export, qui est passée de 17 % à 25 %. « Nous avons décroché un marché de 2,5 M€ en Chine. Cette semaine, nous recevons une délégation chinoise pour développer plus avant ce type de partenariat. » Les perspectives 2009 sont stables : « La crise se fait sentir sur le marché français, où nous constatons une baisse d'activité de 10 à 15 %. Nous allons essayer de compenser cette baisse en continuant à développer l'export (Asie et pays de l'est). »

Pour appuyer ce développement à l'international, un directeur commercial (Joël Chatellier) et un directeur achat (Jean-Paul Clément) viennent d'être recrutés. Irrifrance Industries, détenu par un actionnaire libano-syrien (Ofmane Aïdi), fait l'objet d'un plan de continuation jusqu'en 2011 et emploie 92 salariés.

**TABLEAU DE BORD Baisse des autorisations de logements en 2008**

Les chiffres régressent en L.-R., pas dans l'Hérault.

**30 485 logements** \* ont obtenu une autorisation de construction en L.-R. en 2008, soit 5,2 % de moins qu'en 2007. La chute est bien moins forte qu'en France (-17,8 %) : le L.-R. est la région de métropole la moins touchée. Le dernier trimestre est plus marqué avec une dégradation de -8,5 %.

**- 11,2 %.** En 2008, la baisse touche surtout le logement collectif (14 607 autorisés en L.-R.). Cela s'aggrave au

dernier trimestre, avec une perte de 22,5 %.

**+ 1 %.** Les logements individuels progressent de 1 % en 2008 (15 878) en région, sauvés par l'Hérault (+ 3,8 %).

**+ 3,2 %.** Le volume de logements autorisés dans l'Hérault progresse de 3,2 %. Tous les autres départements baissent. Dans l'Aude et la Lozère, la chute atteint 15 %. Dans l'Aude, les logements collectifs autorisés chutent de 36,8 %.

\* Source : DRE LR Sitadel.

## LGV Montpellier-Perpignan : vers l'union sacrée

➤ La Communauté de Travail des Pyrénées\* doit sceller une motion commune de soutien au projet de ligne ferroviaire nouvelle Montpellier-Perpignan ce mardi 10 à Narbonne, dans le cadre d'une réunion de sa commission Infrastructures et Communications. « *Je suis déterminé à obtenir un consensus sur cette LGV, confié à La Lettre M Jean-Claude Gayssot, vice-président de la Région L.-R. Cette réunion est l'occasion de montrer que cette ligne ferroviaire n'est pas qu'une affaire languedocienne, mais aussi internationale. Je ne peux pas confirmer que notre motion va être adoptée, mais je pense qu'on va y arriver. Les contacts qu'on a sont plutôt bons.* » La Région met la pression avant le coup d'envoi du débat public, le 12 mars à Montpellier : le 21 janvier, elle a lancé une pétition sur Internet pour soutenir le projet ([www.lrgv.fr](http://www.lrgv.fr)). De leur côté, les patrons se mobilisent aussi pour la LGV jusqu'à Perpignan : la CGPME L.-R. et les patrons catalans de la Pimec (organisation professionnelle qui représente les PME, [www.pimec.es](http://www.pimec.es)) écrivent une lettre ouverte à **Borloo** et **Zapatero** pour réclamer l'avancée du dossier.

\* Régions L.-R., Midi-Pyrénées, Aquitaine en France, et en Espagne, les communautés autonomes d'Aragon, de Catalogne, d'Euskadi et de Navarre en Espagne et la Principauté d'Andorre.

**Le retour des Romains ?** Déjà présente à Nîmes, où elle gère les arènes, la Maison carrée et la Tour Magne, la société Culturespaces porte deux projets ambitieux et originaux en L.-R. : la reconstitution de camp de légionnaire romain au temps de la Guerre des Gaules, et le premier musée des enfants de France. Le premier, créé en partenariat avec l'université de Nîmes, « *serait une réplique d'un camp romain de la Narbonnaise* », un « *parc à la fois touristique et historique* », selon le directeur des sites nîmois, Mikaël Couzigou. Le projet cherche un point de chute en L.-R. Investissement annoncé : 4 M€.

**Hôpital 2012 : rien fin janvier.** Après une première décision en octobre (5 dossiers retenus), le deuxième arbitrage du ministère le 30 janvier sur le plan Hôpital 2012 ne retient aucun dossier régional sur les 29 (dossiers immobiliers et informatiques) qui recevront des aides de 378 M€.

+ sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

**Irrifrance agacé.** Coup de gueule de **Jean-Pierre Boutonnier-Bousquet**, directeur d'Irrifrance (Paulhan, cf. p.7) : « *Parce qu'on a des résultats négatifs et qu'on est sous le coup d'un plan de continuation depuis 2001, la Région et Oséo ne nous soutien-*

*nent pas. Moi qui suis un enfant du pays, et chez Irrifrance depuis 25 ans, ce fonctionnement m'agace. Le redressement des comptes de l'entreprise est à prendre en compte.* »

**La crise crée un marché.** **Ariane Bonté** lance la société AB Optim' qui se charge de réduire les coûts d'achat des TPE et des PME, tout en conservant la qualité des produits fournis. Une formule qui satisfait les deux parties puisque la société se paye à hauteur de 50 % de l'économie réalisée.

**Pour des vins « chics ».** Lors de la première réunion du cluster d'entreprises viticoles voulu par la Région, on a parlé image, communication, promotion, trois axes sur lesquels les entreprises attendent un soutien du conseil régional : « *Miren de Lorgeril a pris la parole pour dire que le vin doit être chic. Je pense qu'elle a raison* » confie **Xavier-Luc Linglin**, des vignobles Bonfils (34). « *On est confrontés à un problème d'image du L.-R.* », abonde **Claude Vialade**, des Domaines Ariol (11). Les exportateurs attendent donc un soutien « *stratégique* », englobant aides à la réfection de caveaux, routes des vins ou assistances aux rencontres professionnelles. + sur [www.lalettrem.fr](http://www.lalettrem.fr)

## LE GRAND SUD DANS LA PRESSE

### LA LETTRE A

#### Centre-Presse imprimé par La Dépêche.

« *Media Sud-Europe, le GIE créé en juin 2007 entre Groupe Sud Ouest (actionnaire des Journaux du Midi, ndlr) et La Dépêche du Midi (Toulouse) devient enfin actif, un an après la rupture des négociations capitalistiques entre les deux groupes sur le dossier Midi Libre, relève la lettre confidentielle le 6 février. Désormais, Centre-Presse (Rodez, Journaux du Midi) est imprimé à Toulouse. En contrepartie, Les Échos quittent l'imprimerie de La Dépêche à Toulouse pour arroser tout le Sud à partir de l'imprimerie de Montpellier (Saint-Jean-de-Védas, ndlr).* »

### ECONOSTRUM

#### Les ferries Comanav vendus à Comarit.

Selon une information parue sur le site web le 2 février, CMA CGM a vendu l'activité voyageurs de sa filiale Comanav, acquise en 2007, à la Comarit. Dont deux lignes de ferries reliant Sète à Tanger et Nador. La compagnie marocaine Comarit « *aurait déboursé 80 M€ pour prendre possession d'une activité qui représente près de la moitié du CA de la Comanav avec cinq ferries vieillissants effectuant les liaisons Tanger-Sète, Nador-Sète, Tanger-Gênes, Tanger-Algerias et Nador-Almeria.* »

### LSA

#### Montpellier : le centre-ville face à

**Odysseum.** L'ouverture en septembre du pôle commercial d'Odysseum (50 000 m<sup>2</sup>) et le projet Odysseum 2 « *poussent le centre-ville à muscler son offre, avec le projet Dugesclin et l'extension du Polygone* », relève le magazine daté du 29 janvier. « *Le Polygone a programmé une extension de 10 000 m<sup>2</sup> : ce 4<sup>e</sup> étage, qui doit être livré en 2012, portera la surface de vente à 45 000 m<sup>2</sup> environ. Les Galeries Lafayette devraient gagner 2 000 m<sup>2</sup>, tandis que la Fnac doublerait sa surface pour atteindre 4 000 m<sup>2</sup>.* »

### LOCALTIS

**Zones inondables.** Le site revient, le 5 février sur le rapport de la Cour des comptes 2009, qui déplore que les risques naturels ne soient pas suffisamment anticipés. « *En Languedoc-Roussillon, moins d'une commune à risque sur deux est couverte par un plan de prévention du risque inondation. Résultat : dans le Gard, les constructions en zones inondables ont augmenté de 6,5 % de 2000 à 2005.* »

CS 29529 34960  
Montpellier Cedex 2  
Tél. 04 99 63 68 10  
Fax 04 67 92 76 78

**la lettre M**

• Rédaction : Henri Frisque (rédacteur en chef, secteurs : collectivités, services financiers, Gard), Nelly Barbé, François Desmeures (agroalimentaire, viticulture, services, NTIC), Véronique Coll (Aude, P.-O.), Mathilde Pastor (communication, tourisme, santé, environnement), Hubert Vialatte (BTP, immobilier, industrie, transports, commerce).  
Ont collaboré à ce numéro : Agence Jam, Céline Dupin.

Abonnement : 388 € TTC/an (46 n° + 6 hors série + L'annuaire M 2008-2009 + accès au site web),

Reproduction strictement interdite, notamment par photocopie.

Email : [abonnement@lalettrem.fr](mailto:abonnement@lalettrem.fr), [redaction@lalettrem.fr](mailto:redaction@lalettrem.fr)

• Maquette : Atelier Antonin.

• Maquettiste PAO, webmaster : Paul Coudis.

• Annuaire M, commerciale abonnements : Corinne Cachau.

• Responsable publicité : Alain Rouche.

• Publicité : Karine Coine.

• Administratif, abonnements : Annie Dalbin (ainsi que le 2<sup>e</sup> cahier, L'Agenda économique).

• Gérant-directeur de la publication : Alain Thibert.

Édité par la Sarl M, au capital de 30 489,80 €.

n° 11 12T 82454. ISSN 0759 1527. Imprimeur : Imp'act.